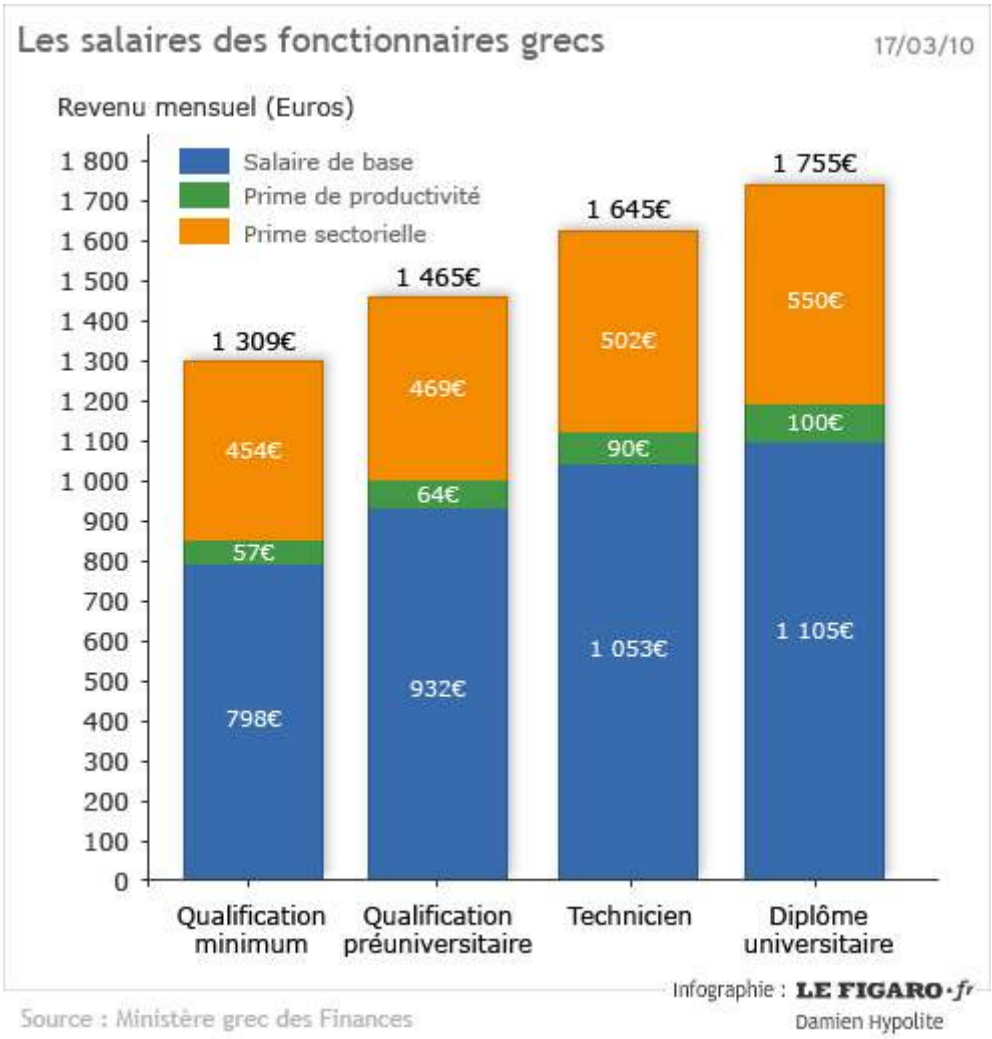
Fonctionnaire grec : ce qu'il gagne, ce qu'il va perdre

18/03/2010 à 10h00

Seulement un départ de fonctionnaire sur cinq remplacé, réduction drastiques des salaires et gel des retraites… Les mesures de rigueur, effectives à partir de cette semaine, visent un service public pléthorique.



Les primes diverses représentent une part très importante des salaires des fonctionnaires. Il faut aussi ajouter à leurs revenus les allocations familiales, directement intégrées à la fiche de paye.

Les fonctionnaires grecs ont contribué à creuser les déficits du pays, ils participeront également en grande partie au

redressement des finances publiques. Et ce, pas plus tard qu'à partir de cette semaine. Le gouvernement socialiste de Georges Papandreou a en effet décidé de s'attaquer au secteur public pléthorique afin de réduire les dépenses de l'État grec.

> ***Le chiffre total des fonctionnaires grecs reste incertain. Le ministère des finances en dénombre «environ» 522.000 dans l'administration centrale, chiffre auquel il faut ajouter les 180.000 employés des collectivités locales et des entreprises publiques, selon un porte-parole. Certains économistes tablent plutôt sur 800.000 à 850.000 postes, soit environ 35% de l'emploi total, comme l'avance Jens Bastian de la Fondation hellénique pour la politique étrangère et européenne (ELIAMEP).***

Pour atteindre une telle masse salariale, l'État et les collectivités locales ont embauché à tour de bras. «*En 2009, 12.000 personnes sont parties en retraite et plus de 29.000 ont été embauchées. Bref, les entrants ont été presque deux fois et demi plus nombreux que les sortants*», rapporte Jens Bastian.

Clientélisme

La tendance n'est pas nouvelle. «*Jusqu'à l'arrivée du gouvernement actuel, le service public remplissait le rôle d'une agence pour l'emploi,*» explique l'économiste. «*Les politiques ont également cherché à employer leur base électorale en tant que fonctionnaires.*»

Selon le quotidien grec Kathimerini, cette politique clientéliste a été lancée dans les années 80 par le Parti socialiste (Pasok) et le premier ministre d'alors, Andreas Papandreou -qui n'est autre que le père de Georges, l'actuel chef du gouvernement. «*Il voulait donner aux exclus, qui formaient le noyau de son électorat, les moyens de vivre comme la classe moyenne,*» explique le journal de centre droit. Il s'agissait également «*d'acheter la paix sociale*» à n'importe quel prix, continue Kathimerini, alors que la Grèce sortait de la dictature des Colonels.

L’économie «*en roue libre*»

Le Pasok n’est pas seul en cause. «*De 2004 à 2009, Nouvelle Démocratie (droite) n’a fait qu’empirer la situation en ne faisant rien pour couper les coûts et augmenter les recettes publiques, laissant partir l’économie en roue libre*,» analyse Kathimerini.

Le gouvernement de Georges Papandreou, sous la pression conjuguée des marchés et de Bruxelles, n’a pas d’autre choix aujourd’hui que de serrer la ceinture. Il a promis de ne remplacer qu’un départ à la retraite sur cinq ces prochaines années. Les treizième et quatorzième mois de salaires des fonctionnaires seront réduits respectivement de 30% et de 60%. **Les mesures, annoncées en janvier et mars, sont rétroactives et s’appliquent à partir du 1er janvier.** Elles seront d’autant plus difficiles à faire accepter qu’elles surviennent après 30 ans de politiques accommodantes.

Le Figaro